

La situation financière des pays en développement s'est quelque peu améliorée. Si la croissance économique mondiale évolue dans le sens des prévisions et que les pays en développement peuvent poursuivre l'application de leurs stratégies d'ajustement et exporter davantage, il devrait alors être possible d'atténuer davantage la crise de la dette dans le monde. Toutefois, depuis quelques mois, de plus en plus d'observateurs s'entendent pour dire que les pays en développement doivent non seulement continuer de restructurer leur économie mais aussi remettre en branle le processus de développement économique afin d'atténuer les pressions sociales et politiques qui ont pris de l'ampleur depuis le début du problème de l'endettement. Cette croissance nécessitera des ressources financières additionnelles, et les sources et conditions éventuelles de ce financement font présentement l'objet de divers examens. Il faudra également, pour continuer de réaliser des progrès, parvenir à contenir les pressions protectionnistes dans les pays industriels et à empêcher une nouvelle escalade des taux d'intérêt. Par ailleurs, la situation varie considérablement d'un pays à l'autre; bon nombre des pays les plus pauvres font face à des lendemains sombres, particulièrement en Afrique, et il sera consacré une attention particulière à leurs problèmes dans les mois à venir.

À ce premier Sommet de la Francophonie, les chefs d'État et de gouvernement tenteront d'en arriver à un accord général sur certaines de ces questions. L'accent sera mis sur les questions particulièrement importantes sur le plan des relations entre les pays développés et les pays en développement. Naturellement, il est à prévoir, étant donné la composition du groupe des participants, que les problèmes particuliers de l'Afrique recevront beaucoup d'attention, notamment la situation agro-alimentaire, qui a suscité de graves préoccupations l'an dernier dans le monde. Les participants se pencheront en outre sur des questions d'endettement et de finances internationales et sur des questions de commerce mondial qu'ils étudieront tant dans le contexte africain que dans une perspective plus générale. Bien qu'on n'attribue pas au Sommet francophone de rôle opérationnel ou décisionnel à l'égard de ces questions, on espère y réaliser un consensus politique qui facilitera la réalisation de progrès concrets par les institutions spécialisées qui se consacrent à leur examen.